Comité social d'Administration Ministériel du 27 novembre 2025

Présentation du projet de la Loi de Finances 2026

Déclaration liminaire de l'UNSA Développement Durable

Mesdames et messieurs les Ministres,

Mesdames et messieurs les membres du comité,

Alors que la COP30 vient de s'achever, l'UNSA Développement Durable tient à rappeler que la transformation écologique doit être juste, démocratique et fondée sur des droits, pas seulement des bonnes intentions. L'urgence climatique et sociale exige des décisions courageuses au service des peuples et de la biodiversité.

L'UNSA Développement Durable réaffirme la nécessité de construire un budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale avec :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des mesures de créations d'emplois de fonctionnaires et un plan de titularisation pour lutter contre la précarité, améliorer les conditions de travail et de réalisation des missions de service public, pour répondre aux besoins et renforcer la solidarité partout sur le territoire,
- des mesures salariales générales et la revalorisation des grilles indiciaires,
- des mesures instaurant enfin l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abrogation de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés de maladie,
- la garantie des droits des agents publics, au titre des politiques de protection et d'action sociales,
- une protection sociale de haut niveau

L'UNSA Développement Durable, qui appelle à un véritable dialogue social, réaffirme que la fonction publique et ses agents doivent être mieux considérés, notamment en matière de rémunération.

Rémunérations et pouvoir d'achat

Plus de la moitié des agents publics ont vu leur pouvoir d'achat stagner ou diminuer ces dernières années et les agents de notre pôle ministériel ne sont pas épargnés. Les écarts entre la fonction publique et le secteur privé se creusent avec un décrochage visible.

Et ce n'est pas la nouvelle année blanche côté fiche de paie, faute de revalorisation du point d'indice et de mesures catégorielles, qui se profile qui va les rassurer.

Dans ce contexte, les mesures de réduction de l'indemnisation des congés maladie ordinaire (CMO) à 90% apparaissent particulièrement injustifiées et injustes.

Et que dire de l'évolution à la hausse de la cotisation des agents en matière de protection sociale complémentaire, l'administration ayant décidé unilatéralement une augmentation des cotisations des options de 14 %, alors que la couverture de base est largement excédentaire ?

Zoom sur la formation professionnelle

Initialement prévue le 7 novembre puis reportée au 15 décembre, la commission ministérielle de la formation professionnelle, annulée, est reportée sine die.

Déconvenue d'autant plus inquiétante que le ministère devait y présenter son document d'orientation à moyen terme de la formation des agents des services relevant de son périmètre.
Ce document étant censé constituer le cadre stratégique du plan annuel de formation du pôle ministériel fondé sur l'analyse de l'évolution des missions, des compétences, des emplois et des effectifs.

L'UNSA Développement Durable s'interroge sur la stratégie de l'administration en la matière, alors que l'on demande toujours plus aux agents : se former, s'adapter, se transformer, muter, faire face à l'arrivée de l'intelligence artificielle.

Mais venons-en au sujet qui nous réunit :

Quel avenir pour le projet de budget 2026 dont nous sommes censés débattre ?

Que valent les chiffres annoncés alors que l'Assemblée nationale vient de rejeter le budget ?

Réduction drastique des effectifs

Au premier rang des mauvaises nouvelles de ce projet de LFI 2026, les effectifs, avec une réduction drastique de -406 ETP.

-268 ETP pour les opérateurs qui interviennent dans les domaines de l'eau et la biodiversité comme l'OFB, de l'expertise comme le Cerema, des transports comme VNF ou encore de l'aménagement du territoire comme l'ANCT.

Ces annonces créent de vives inquiétudes alimentées également par le renforcement des prérogatives préfectorales et les nouvelles restrictions de communication imposées aux opérateurs. Quelle autonomie pour les opérateurs ?

-216 ETP pour le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables ».

Une fois de plus, les services supports déjà exsangues sont fortement impactés.

La déshumanisation de ces services où l'on n'échange plus que par tickets avec des agents invisibles conduit à une forte dégradation de la qualité de vie au travail.

L'UNSA Développement Durable attire votre attention sur le fait que ces baisses d'effectif présentent de réels risques sur la capacité de notre Pôle ministériel à exercer ses missions, tels que RPS, burn out ou autres effets sur la santé des agents.

Cette politique dogmatique de baisse des effectifs, décorrélée de la réalité, est inacceptable ! Il en va de la réalisation de nos missions et de la qualité de vie au travail des agents. Mais la réflexion est peut être que l'introduction de l'IA au sein du pôle ministériel pour les actes répétitifs comblera le manque d'effectifs ??? Moins d'agents et plus d'IA ???

C'est pourquoi l'UNSA Développement Durable revendique un moratoire sur les baisses d'effectifs.

Quid des rémunérations ?

Concernant la masse salariale et les mesures catégorielles, le maintien de la masse salariale ne va pas dans le sens d'une amélioration des conditions de travail.

Aucune référence à une indispensable hausse de la valeur du point d'indice, « *aucune mesure catégorielle envisagée* » au titre de l'année 2026 dans un contexte toujours marqué par l'inflation.

La revalorisation des salaires, dont le traitement indiciaire, est pourtant une priorité absolue, alors que la Garantie individuelle du Pouvoir d'Achat, seul mécanisme existant de compensation de l'inflation, a été supprimée.

Comment entendez-vous répondre à la préoccupation majeure des agents, à savoir leur pouvoir d'achat ?

Que comptez-vous faire pour améliorer les carrières de vos agents ?

Il est indispensable d'ouvrir sans délai le chantier des carrières et des rémunérations pour l'ensemble des agents, fonctionnaires comme contractuels, avec une révision ambitieuse des grilles indiciaires et une revalorisation significative de la valeur du point d'indice.

Pour l'UNSA Développement Durable, l'attractivité de nos ministères passe avant tout par une meilleure reconnaissance des compétences et de l'engagement des agents ainsi que par l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail.

On pourra faire toute la publicité du monde pour présenter les missions du pôle ministériel comme attractives, les absences de progression indiciaire et de parcours de carrières resteront un frein tant que nos Politiques ne feront pas le nécessaire pour permettre aux agents de vivre dignement.

Les prestations sociales

L'année 2025 a notamment été marquée par le refus de signature du protocole d'accord ministériel sur l'action sociale des ministères par 5 des 6 organisations syndicales représentatives dont l'UNSA Développement Durable.

Pourquoi cette position? Principalement en raison d'un manque d'engagements financiers au regard des propositions contenues dans ce document, sans pour autant préciser comment elles seraient assumées budgétairement.

Concernant ce PLF 2026, nous notons une augmentation de 2% de l'enveloppe globale destinée à l'action sociale par rapport à 2025.

La majeure partie de cette revalorisation sera allouée à la restauration collective et c'est ce qui nous inquiète. En effet, depuis 2022, les dépenses concernant les agents en DDI ont été transférées au Ministère de l'Intérieur et pourtant le solde de la restauration collective depuis cette année charnière ne cesse de gonfler passant de 3 210 000 euros en 2022 à 5 670 000 euros en 2025. Ce bond de 76,6% en quatre ans, soit une moyenne de presque 20% par an, s'explique par la montée en puissance des attendus de la loi EGALIM, mais aussi les efforts notoires en direction des agents des DIR/DIRM dont 2700 d'entre eux, en 2022, n'avaient soit pas de solution de restauration ou pas accès aux subventions autres que la PIM. En 2025, ils sont encore 1358 dans cette situation.

Sur ce sujet des points de vigilance subsistent. Le premier, bien que sans impact direct sur le budget, est la situation des agents en DDI, pour lesquels certains services préfectoraux envisagent de revoir le niveau d'intervention des subventions repas, donc une augmentation du reste à charge.
Le second est le constat des budgets 2024 et 2025. Suite à travail soutenu du bureau PSPP2 ces deux dernières années, travail d'enquête auprès des services pour évaluer les besoins en fin d'exercice comptable et éviter les reports sur l'année N+1 et ensuite une négociation avec la DAF, des compléments budgétaires ont été obtenus pris sur des enveloppes non consommées (projets immobiliers) soit 1 000 000 d'euros en 2024 et 835 000 d'euros en 2025. Si l'on peut se réjouir initialement du résultat de ce travail, on doit également s'inquiéter si de tels compléments ne pouvaient se concrétiser en 2026 ou après.
C'est bien la preuve, que l'augmentation proposée dans ce PLF est insuffisante.

Pour ce qui est du reste de la répartition des crédits d'action sociale, certaines de nos revendication restent sans réponse.

La revalorisation de la dotation "Arbre de Noël" n'est toujours pas d'actualité, étant entendu que les 40 euros par enfant ne permettent plus d'organiser, même conjointement avec d'autres acteurs (ASCE ou Préfecture…), une manifestation intégrant le spectacle, un cadeau et un goûter. La dotation demandée à hauteur de 50 euros permettrait la réalisation d'une manifestation digne de ce nom.
Les crédits d'initiative locale sont maintenus à hauteur de 903 000 euros comme les années passées, alors que la demande de l'ensemble des organisations syndicales est de 1 000 000 d'euros, assorti d'un nouveau mode de répartition. Sans ces dispositions, de nombreux CLAS verront leur dotation amputée d'une réserve pour favoriser le règlement d'autres dépenses comme la restauration collective.

Comme précisé dans le projet de PLF 2026, seules les dépenses pour les aides matérielles démontrent la réactivité de notre ministère pour intervenir auprès de ses agents et retraités sinistrés.
Nous sommes le seul ministère a être intervenu de la sorte à la suite du passage dévastateur du cyclone CHIDO.
L'UNSA Développement durable vous demande un engagement pluriannuel sur l'action sociale et la formation, y compris pour accompagner les réformes et les transitions de carrière.

Pour conclure, l'UNSA Développement Durable rappelle que les agents de la fonction publique sont aujourd'hui dévalorisés, attaqués dans leur pouvoir d'achat et dans leur rémunération. Leurs conditions d'emploi et de travail se détériorent de manière continue.

Ils ne doivent plus servir de variables d'ajustement budgétaire.

Leur moral est au plus bas : il est urgent pour notre pôle ministériel d'en mesurer les conséquences.

L'UNSA Développement durable revendique un dialogue social renforcé en amont des arbitrages budgétaires et une traçabilité entre la LFI et l'exécution réelle des crédits, avec mise en place de comités de suivi.

La délégation UNSA Développement durable vous remercie de votre attention.